



Les Américains s'expriment librement



Des manifestants antinazis portent des signes et scandent des slogans lors d'un rassemblement de suprématie blanche à l'hôtel de ville de Los Angeles. Les États-Unis estiment que la meilleure arme dans la lutte contre les paroles offensantes est davantage de paroles. © AP Photo/Richard Vogel

Comment un gouvernement accorde-t-il à tous ses citoyens le droit de penser, croire, prier, écrire ou parler selon leur conscience, tout en conservant une société pacifique, qui protège tous ses membres ? Il est facile, dans l'abstrait, d'applaudir les principes universels de liberté, de justice et d'égalité. Ils figurent en effet parmi les idéaux les plus nobles auxquels aspire l'humanité. Mais tous ceux d'entre nous qui avons eu le privilège de servir au sein du gouvernement savons qu'il est difficile de prendre ces principes et de les appliquer - vraiment les appliquer - à la gouvernance d'un pays. Chaque pays a du mal à traduire ces principes en politiques

et en législation. Le défi précis confronté par chacun de nous provient de l'histoire et de la culture spécifiques de notre propre nation. Mais ce qui lie ensemble toutes les nations libres est le fait que nous embrassons cette lutte et cherchons à rendre ces grands principes manifestes dans la façon dont nous gouvernons.

C'est dans cet esprit que je veux vous parler un peu plus des luttes historiques des États-Unis [avec la liberté, l'égalité et la liberté d'expression].

...

Un aspect particulier de la liberté qui a longtemps été au cœur des croyances américaines depuis notre fondation a été

la liberté de conscience et de croyance. Thomas Jefferson, l'un des fondateurs de notre nation, a dit que « [P]armi les plus inestimables de nos bénédictions est celle de ... la liberté d'adorer notre Créateur de la façon que nous pensons convenir le mieux à Sa volonté ». Notre premier président, George Washington, a écrit dans une lettre célèbre à une congrégation juive ... que la liberté religieuse était un droit fondamental appartenant à toutes les personnes, non pas un privilège accordé par une classe de personnes à une autre.

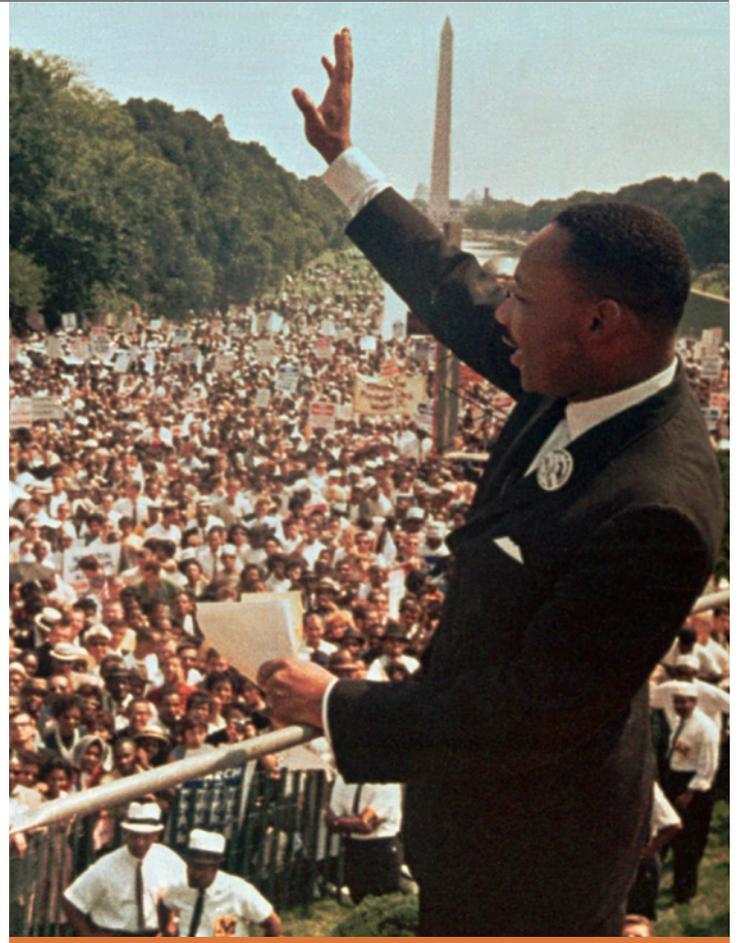
Peut-être même de manière plus significative, la Constitution des États-Unis, le modèle fondamental de la façon dont notre pays est gouverné,

reconnaît à tout citoyen le droit de pratiquer librement son culte. L'Amérique est donc attachée au principe que les praticiens du christianisme, du judaïsme, de l'islam, du bouddhisme, de l'hindouisme et de toute autre religion doivent être traités de manière égale devant la loi et que leur liberté de culte doit être protégée.

Les Fondateurs américains, à la tête d'un pays qui abritait une grande diversité de croyances religieuses, ont cherché à protéger la conscience en mettant dans le Premier amendement de la Constitution des États-Unis une disposition interdisant le gouvernement de s'ingérer dans les affaires religieuses, et de protéger le libre exercice de la religion. De même, reconnaissant qu'un aspect essentiel de la liberté de conscience est la capacité de partager ses opinions, à la fois religieuses et non religieuses, avec autrui, le Premier amendement prévoit également une protection pour l'expression, la presse et le rassemblement, ainsi que le droit de déposer des demandes officielles auprès du gouvernement.

Parfois, les objectifs d'atteindre une société véritablement égale pour tous, indépendamment de la couleur, la race, la religion, l'origine nationale, le genre ou le handicap peut sembler être en contradiction avec l'objectif de protéger la conscience et l'expression. Il y aura toujours ceux qui, par exemple, utilisent leur droit à la liberté d'expression pour dire des choses répréhensibles aux autres, créant des divisions le long des lignes raciales, ethniques ou religieuses.

Mais, selon notre expérience, les droits fondamentaux d'égalité d'une part et d'expression et de conscience de l'autre peuvent fonctionner main dans la main. Je vais décrire brièvement comment les protections pour la liberté de parole et d'expression coexistent avec des outils bien définis pour protéger les minorités raciales, religieuses ou ethniques. En fait, la liberté d'expression dans notre expérience historique aux États-Unis était essentielle à la réalisation de l'égalité. Les droits civiques ont été établis aux États-Unis non seulement parce que notre Congrès a adopté la Loi sur les droits civiques, bien que cela fût très important. Mais bien plus important est le fait que tous les jours les Américains mettaient leurs radios et télévisions et entendaient les paroles de Martin Luther King et d'autres leaders des droits civiques. Leurs paroles et leurs actes ont convaincu beaucoup d'Américains que « séparés mais égaux » n'était pas en fait égaux, et qu'il était temps pour un changement. En fait, nombreux étaient ceux qui pensaient que les paroles de Martin Luther King et



Martin Luther King Jr. salue de la main la foule au Lincoln Memorial lors de son discours « Je fais un rêve ». Le fait que les mots de M. King aient persuadé les citoyens américains que « séparés mais égaux » ne voulait pas dire égaux illustre la puissance de la liberté d'expression. © AP Photo

d'autres leaders des droits civiques étaient dangereuses et qui ont cherché à les interdire sous le prétexte qu'elles troublaient la paix dans des communautés où les majorités de Blancs voulaient perpétuer la ségrégation raciale. Cette question a poursuivi son parcours jusqu'à notre Cour suprême, qui a statué dans l'affaire du *New York Times* versus *Sullivan* qu'un responsable en Alabama ne pouvait pas poursuivre en justice des défenseurs des droits civiques à propos d'une publicité faisant des déclarations négatives au sujet de la police. Notre Premier amendement autorisait aux défenseurs des droits civiques de s'exprimer, de prêcher librement depuis les chaires d'églises et de manifester dans les rues. En remontant davantage dans l'histoire, l'abolition de l'esclavage a été accélérée par les exhortations de prédicateurs derrière des chaires et par les écrits de pamphlétaires abolitionnistes. Les droits de vote pour les femmes aux États-Unis ont été atteints par l'agitation et la protestation inlassables.

La liberté d'expression peut parfois servir la cause de l'égalité et de l'harmonie quand le motif de l'orateur va dans le sens contraire. Malgré les longs antécédents de racisme aux États-Unis ... nos tribunaux ont statué que le Premier amendement permet à la suprématie blanche de défilé à travers les quartiers juifs et afro-américains portant des symboles offensants qui expriment leurs croyances haineuses. Alors que certains se demandent pourquoi ce genre de discours doit être protégé, aux États-Unis nous avons constaté que, presque toujours, les expressions publiques de croyances haineuses attirent des expressions plus larges et plus puissantes d'égalité et d'harmonie raciales et religieuses. Vous verrez, par exemple, une manifestation de néonazis qui [attire] une douzaine de participants se retrouver à faire face à une veillée pacifique interreligieuse de centaines de contre-manifestants.

J'ai vu de première main ce phénomène récemment à Murfreesboro, Tennessee. Là, une communauté musulmane qui avait son culte depuis plus de 20 ans dans un espace de bureau exigu avait levé de l'argent et acheté une propriété pour construire une mosquée plus grande, autonome. Lorsque les responsables locaux ont approuvé la nouvelle mosquée, il y a eu de l'agitation et des protestations par de nombreux résidents locaux qui étaient contre. Mais les manifestants se sont retrouvés face à des rassemblements interreligieux en faveur de la mosquée. Les adversaires de la mosquée ont intenté un procès au tribunal de l'État pour bloquer la mosquée,

mais nous, au département de la Justice, avons intenté un procès fédéral des droits civiques qui a ouvert la voie pour leur permettre de s'installer dans la mosquée à temps pour le Ramadan au mois d'août dernier. L'imam de la mosquée, le cheikh Oussama Bahloul, a reçu du courrier haineux, mais il m'a dit que pour chaque commentaire négatif, il a reçu beaucoup plus de commentaires de soutien. En effet, la controverse sur la mosquée a généré beaucoup de bonne publicité, et le cheikh Oussama a reçu des lettres de soutien et des contributions financières pour la mosquée de la part de personnes à travers l'ensemble des États-Unis, y compris de nombreux soldats qui servent en Afghanistan. J'ai récemment assisté à la cérémonie d'ouverture de la mosquée et j'ai été encouragé par le soutien interreligieux de l'archevêque catholique, de prédicateurs chrétiens protestants, de leaders juifs et de beaucoup d'autres lors de l'événement. Comme l'a exprimé le Conseil des droits de l'homme des Nations unies dans sa résolution 16/18, « le droit à la liberté d'opinion et d'expression » joue un rôle important « dans le renforcement de la démocratie et dans la lutte contre l'intolérance religieuse ».

La démocratie peut être une affaire compliquée, mais tout comme nous croyons que les dirigeants choisis par le peuple gouverneront mieux que n'importe quel dirigeant absolu, de même croyons-nous que les idées qui émergeront grâce à l'échange désordonné d'idées sera préférable à des idées dictées et contrôlées par le gouvernement.

...

Des manifestants antinazis portent des signes et scandent des slogans lors d'un rassemblement de suprématie blanche à l'hôtel de ville de Los Angeles. Les États-Unis estiment que la meilleure arme dans la lutte contre les paroles offensantes est davantage de paroles. © AP Photo/Angela Gaul (Left), AP Photo/The Jefferson City News-Tribune, Kelley McCall (Right)



Je tiens à souligner, cependant, que le fait que nous ayons aux États-Unis des protections très élevées pour la liberté de parole et la liberté d'expression ne signifie pas que nous sommes impuissants lorsqu'il s'agit de protéger les minorités raciales, religieuses ou ethniques. Nous ne le sommes pas. Tout d'abord, et avant tout, nous pouvons - et nous le faisons très certainement - punir toute personne qui utilise la violence pour exprimer sa haine. La liberté d'expression n'est pas un permis d'agresser ou de tuer ou de se livrer à des actes de vandalisme.

Deuxièmement, nous pouvons - et nous le faisons très certainement - punir tout comportement menaçant. Les tribunaux ont jugé que le Premier amendement ne permet pas aux racistes, au nom de la liberté d'expression, de terroriser les autres en les menaçant d'initier de futures violences. Maintenant, les choses laides et sectaires prononcées par quelqu'un ne constituent pas toutes

Thomas E. Perez est procureur général adjoint pour la Division des droits civiques au département de la Justice des États-Unis, qui protège les droits civiques et constitutionnels de tous les citoyens américains © U.S. Department of Justice



des menaces qui sont punissables en vertu de nos lois. Pour être punissable, la déclaration doit constituer ce que les tribunaux appellent une véritable menace, une menace sérieuse de commettre un acte illicite de violence, a contrario à des efforts visant à embêter ou à se livrer à une hyperbole politique.

...

La liberté d'expression n'est pas non plus un permis de harceler ou de discriminer, et nos lois sur les droits civiques protègent les individus contre la discrimination et le harcèlement dans les écoles, le milieu du travail, le logement et autres. Par exemple, les lois sur les droits civiques garantissent la non-discrimination dans l'éducation, et cela signifie être capable d'apprendre dans un environnement libre de harcèlement à base de race, de religion, de genre ou d'origine ethnique. ... Nous avons lutté pour le droit d'étudiants musulmans au Texas de se rassembler pour la prière de midi, et d'étudiants chrétiens en Pennsylvanie de se rassembler pour des études bibliques, le tout selon le principe que l'école avait permis aux étudiants de se rassembler pour des activités non religieuses et ne pouvait donc pas faire de discrimination contre des activités religieuses. De même, nous avons obtenu le droit d'une jeune fille musulmane dans l'Oklahoma d'exprimer sa foi en portant un foulard à l'école. Alors que le port du foulard à l'école n'est généralement pas controversé aux États-Unis, là où une école tente de l'empêcher, nous sommes prêts à intervenir.

...

Notre application de l'égalité à travers les lois sur les droits civiques [est] donc entrelacée avec nos protections de la liberté de conscience, de religion et

d'expression. Chaque protection renforce et sert l'autre. Nos lois protègent les individus contre la violence, le harcèlement et la discrimination à base de race, de religion et de caractéristiques similaires. Mais la véritable harmonie nationale ne peut exister si les gens ne sont pas protégés et assurés l'égalité des possibilités. De même, une harmonie authentique nécessite la discussion, l'apprentissage et l'échange d'idées.

...

La liberté d'expression peut être compliquée, elle peut produire de l'incertitude, mais finalement, notre expérience a été que c'est une nécessité absolue pour la réalisation d'une vraie harmonie nationale. Et tout comme l'harmonie dans la musique n'est pas atteinte lorsque tout le monde chante la même note, nous ne nous attendons pas à ce que tout le monde épouse les mêmes idéaux. Nous atteignons l'harmonie lorsque nous sommes en mesure de respecter nos différences - et les différences d'opinion - et de faire respecter nos lois en accord avec les principes que nous partageons.

Ci-dessus: des extraits de l'allocution du Procureur général adjoint Thomas E. Perez lors de la Conférence sur la transformation de la sécurité et de la législation sur les droits fondamentaux à Kuala Lumpur, en Malaisie. La transcription complète est disponible sur le site du département de la Justice des États-Unis. <http://www.justice.gov/crt/opa/pr/speeches/2013/crt-speech-130116.html>.

